

## Intervention sur les Lycées Budget primitif 2016 – Richard GHIS Intervention au nom des Groupes FSU et CGT

Les groupes FSU et CGT sont inquiets des annonces et des décisions de l'exécutif régional en ce qui concerne les lycées de la région PACA et la formation.

Si nous nous félicitons de la poursuite des aides en direction des familles par le maintien des fonds d'acquisition des manuels scolaires et des aides aux premiers équipements en LP et aux équipements de protection individuels des élèves, de nombreuses interrogations subsistent sur d'autres aspects.

En effet nous sommes convaincus, avec d'autres, de la complémentarité nécessaire des différentes voies de formation et de la nécessité de placer les lycéens dans les meilleures conditions possible d'études. Or les décisions que l'assemblée régionale s'apprête à entériner vendredi 8 avril lors de la réunion plénière vont à l'encontre de ces grands principes.

La baisse, soulignée dans l'avis du CESER ([www.ceserpaca.fr](http://www.ceserpaca.fr)), de près de 23 millions des autorisations d'engagement sur la formation (-22 millions pour la formation continue et 1,5 million pour l'apprentissage), et l'augmentation le terme est faible de plus de 300 % de l'investissement dans l'apprentissage (sans compter le soutien aux employeurs d'apprentis) à savoir une progression des autorisations de programme de près de 51 millions, va impacter très fortement la formation continue et remettre de fait en cause l'équilibre entre les différents types de formation.

La diminution de près de 3,6 millions des crédits de fonctionnement des lycées (baisse de 3,4% des autorisations d'engagement), dont 2,2 millions d'euros sont supprimés pour l'accueil, l'entretien, la restauration et l'hébergement, est préoccupante quand on sait que l'investissement par lycéen en région PACA (2 029 euros) est tout juste à la moyenne des dépenses de l'ensemble des régions (2 019 euros).

A cela s'ajoute une baisse de 6,7% de l'investissement (près de 9 millions d'euros de moins d'autorisations de programme) qui est alarmante. Cette diminution de l'investissement pour les lycées s'ajoute à celle de l'année précédente. A partir des publications du ministère de l'intérieur cette baisse serait de l'ordre de 25% en deux ans.

Cette nouvelle coupe dans les investissements est aussi en complet décalage avec les annonces faites dans les documents des orientations budgétaires (page 11) où il est souligné « la nécessité d'amplifier l'action de la région dans les équipements et constructions de lycées ». *Elle touche particulièrement les équipements sportifs avec une baisse de 40 %, alors qu'il reste des lycées sans gymnase. Le sport scolaire et pour tous ne semble pas être la priorité du nouvel exécutif régional. Ces équipements sont aussi une offre de proximité en accueillant les associations du territoire où ils sont implantés.* Paradoxes aussi avec le rapport de présentation du budget primitif l'exécutif régional qui évoque en page 23 « des conditions d'étude de la jeunesse particulièrement mauvaises et des bâtiments très dégradés » ce qui laisserait supposer de prendre les mesures financières en conséquence.

Les groupes CGT et FSU s'interrogent également, pour le moins, sur l'ouverture d'autorisations de programme d'un million d'euro pour la mise en sécurité des lycées au moyen de vidéo-surveillance et sur les écrits stigmatisant la population lycéenne de notre région. Quant à la « formation des personnels à la détection des signes de radicalisation », nous souhaitons la plus grande vigilance et surtout l'utilisation des deniers régionaux, de plus en plus rares, prioritairement sur les compétences propres dont la sécurité ne fait pas partie.

Comme le souligne l'avis, « l'action collective » de la région doit permettre de « maintenir un bon niveau de solidarités » en faveur des territoires et des populations. Dans ce sens, la jeunesse de notre région a surtout besoin de bâtiments bien équipés pour étudier et d'une offre de formation diversifiée assurant à chaque jeune une possibilité de se former ou d'élever son niveau de qualification.